

**L'hon. Herb Gray (ministre du Revenu national):** Monsieur l'Orateur, j'ai pris note de la requête du député et je veillerai à ce que mes collaborateurs se penchent sur cette question.

\* \* \*

### LA JEUNESSE

#### LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE—LA SUBVENTION RELATIVE À UN PROJET DE SIMCOE

**M. William Knowles (Norfolk-Haldimand):** Monsieur l'Orateur, ma question devrait s'adresser au secrétaire d'État mais, en son absence, je la poserai au premier ministre suppléant. Pourrait-il faire conduire une enquête relativement à une subvention de \$7,765 accordée dans le cadre de Perspectives-Jeunesse et relativement à un projet envisagé à Simcoe. L'un des objectifs de ce projet est la publication d'un journal parallèle dont j'ai un exemplaire ici et qui utilise un langage qui m'en interdit la lecture à la Chambre.

**Des voix:** Oh oh!

**M. MacInnis:** Je parie que le premier ministre l'a lu.

**M. Knowles (Norfolk-Haldimand):** J'exclus de si notables exceptions. Je demande au ministre si cette subvention pourrait faire l'objet d'une enquête. Je possède ici tous les détails mais je ne voudrais pas faire perdre son temps à la Chambre à les consigner.

**L'hon. Arthur Laing (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, j'attirerai l'attention du secrétaire d'État sur la question du député.

**M. Knowles (Norfolk-Haldimand):** Le ministre voudrait-il bien entrer en rapport avec le sous-secrétaire d'État, M. Léger, avec lequel j'ai communiqué ce matin et qui possède des détails sur l'affaire qui présente une certaine urgence.

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

\* \* \*

### LE BIEN-ÊTRE SOCIAL

#### LE SONDAGE DU «SYSTÈME DE BIEN-ÊTRE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES»

**M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au président du Conseil du Trésor. Je m'excuse de ne pas lui en avoir donné préavis. Existe-t-il un organisme gouvernemental appelé Système de bien-être de la Chambre des communes qui serait autorisé à effectuer des sondages auprès des assistés sociaux? Je vous pose la question afin d'être en mesure de répondre aux personnes qui appellent mon bureau pour savoir si le sondage est sérieux.

**L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor):** Monsieur l'Orateur, le député comprendra, je crois, que cette question ne relève pas de ma compétence. Personnellement, je ne connais pas de tel organisme.

**M. McCutcheon:** Serait-ce abuser des bons offices du ministre que de lui demander de bien vouloir enquêter sur l'affaire?

[M. Thomson.]

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Naturellement, c'est une instance.

\* \* \*

### L'ORDRE PUBLIC

#### LES TROUBLES AU QUÉBEC—POURPARLERS RELATIFS À L'INTERVENTION DES FORCES ARMÉES

[Français]

**M. Roch La Salle (Joliette):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Défense nationale.

Étant donné la situation assez particulière qui sévit au Québec à l'heure actuelle, j'aimerais demander au ministre si le gouvernement du Québec a communiqué avec lui ou avec le gouvernement, et s'il y a eu des pourparlers relativement à une demande d'intervention de l'armée, si cela s'avérait nécessaire.

[Traduction]

**L'hon. E. J. Benson (ministre de la Défense nationale):** Non, monsieur l'Orateur.

[Français]

**M. La Salle:** Monsieur l'Orateur, étant donné les circonstances, le ministre pourrait-il dire s'il est disposé à collaborer avec le ministre de la Justice du Québec et lui assurer l'assistance nécessaire, en temps et lieu?

[Traduction]

**L'hon. M. Benson:** Monsieur l'Orateur, pour que les forces armées du gouvernement canadien puissent intervenir, il faut que la province en fasse préalablement la demande.

**M. Peters:** N'invoquez pas de nouveau la loi sur les mesures de guerre.

• (1140)

**M. Paul Yewchuk (Athabasca):** J'ai une question supplémentaire à poser, monsieur l'Orateur. J'aimerais demander au premier ministre suppléant s'il envisage de remettre en vigueur du Québec la loi sur les mesures de guerre.

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

### LES PÊCHES

#### LA PROPOSITION DU CONSEIL DES PÊCHES AU SUJET D'UN NOUVEAU SERVICE ET DES ZONES DE PÊCHE

**M. Lloyd R. Crouse (South Shore):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Pêches. Étant donné les problèmes complexes qui se posent actuellement à l'industrie de la pêche au niveau international, le ministre envisage-t-il d'établir, à titre de mesure prioritaire, une section des pêcheries internationales au sein du ministère comme le lui a recommandé le Conseil des pêcheries du Canada, étant donné l'interférence de plus en plus grande des lois et des négociations internationales dans l'industrie canadienne de la pêche?